

cult

$$A^2 = 2B$$

1 2 3 5 7

$$-b \pm \sqrt{b^2 - 4ac}$$

C
ul
ura
tura

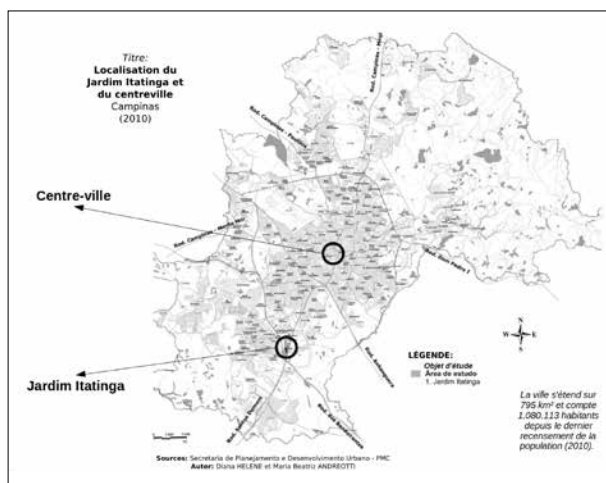
KK
TK

STUT
TIS

L'invention du Jardim Itatinga et la ségrégation urbaine de la prostitution

Diana Helene

Le quartier Jardim Itatinga, à la frontière périphérique de la ville de Campinas, dans l'État de São Paulo, au Brésil, se distingue parce qu'il a été construit de toutes pièces exclusivement pour les activités de prostitution dans les années soixante. Aussi appelé la « *zona*¹ », le Jardim Itatinga s'est développé et urbanisé au cours du temps. Ce quartier, qui regroupe environ 2 000 prostituées, est considéré comme la plus grande zone confinée de prostitution d'Amérique du Sud. Même s'il a été initialement planifié par les autorités municipales, son aménagement est actuellement affecté par les dynamiques urbaines et les rapports des différents acteurs de la ville. Dans l'imaginaire des citoyens, cet espace est intrinsèquement lié et dédié à la prostitution, ce qui légitime d'une certaine façon à leurs yeux la persécution des prostituées qui travaillent en dehors de cette zone, particulièrement dans



1. J'utilise la catégorie « *zona* » pour désigner le quartier Jardim Itatinga, car c'est la façon dont nos interlocuteurs le nomment, et au-delà, c'est le nom familier de la plupart des quartiers de prostitution au Brésil. L'analyse du terme ne sera pas le sujet de cet article.

le centre-ville, zone traditionnelle de cette activité. Afin de se protéger, les travailleuses du centre ont fondé en 2007 la première organisation de prostituées à Campinas, l'association *Mulheres Guerreiras* (Femmes guerrières)².

L'invention de la *zona* : donner une place à la prostitution pour mieux la contenir

Sur la formation des quartiers de prostitution, plusieurs auteurs³ ont identifié, dans le processus d'urbanisation, un ensemble de dynamiques – résultant tant des interactions

2. Cette recherche est le fruit d'un partenariat de longue date avec cette association. J'accompagne l'organisation des prostituées de Campinas depuis 2006, alors que je commençais mon implication dans un projet d'extension de l'université, à l'Incubateur technologique de coopératives populaires (ITCP/Unicamp), pour aider la création de l'association. Ensemble, nous avons organisé diverses activités : hommages, bazars, défilés de mode, débats avec des prostituées (en cours), et présentations dans les universités, etc. Mon dernier travail avec elles a été la réalisation d'un documentaire sur l'histoire de formation de l'association (*Mulheres Guerreiras: desbravando estradas da vida*, 30 minutes, juin 2014). C'est à travers des connaissances acquises (et vécues) conjointement avec l'association et une analyse approfondie de documents et d'archives historiques sur la question de la prostitution à Campinas, que j'ai réalisé ma thèse de doctorat (Helene, 2015) : une cartographie de la prostitution dans la ville de Campinas ; la reconstruction de l'histoire de la formation du Jardim Itatinga ; et la systématisation de l'histoire de la résistance et de la lutte des prostituées du centre-ville (*Arquivo Edgard Leuenrot-AEL ; Centro de Memória da Unicamp-CMU ; Arquivo da Associação Mulheres Guerreiras ; Arquivo Rede Anhanguera de Comunicação-Rac*).

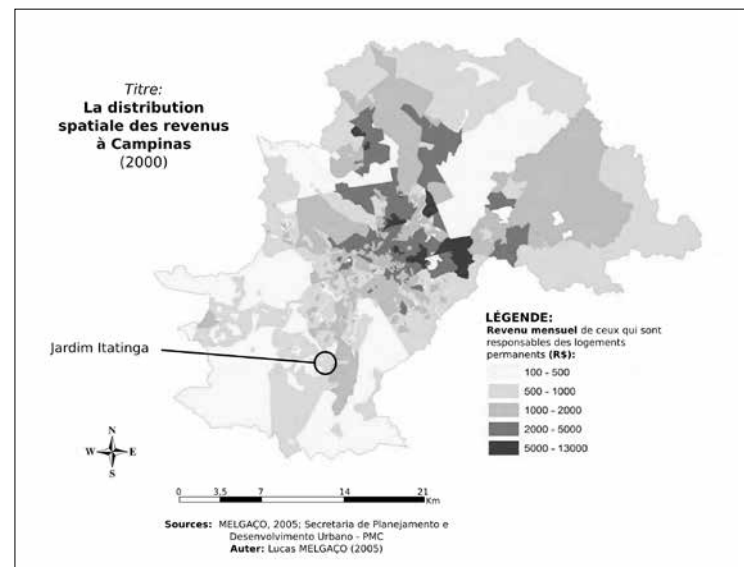
3. Corbin, 2008, 2010 ; Leite, 1993 ; Feldman, 1989 ; Hubbard et Sanders, 2003 ; Paris, 2011 ; Rago, 1991 ; Redoutey, 2005 ; Sabsay, 2011 ; et Simões, 2010.

Les Annales de la recherche urbaine n°112, 2017, pp. 150-159, ©MEEM, Puca.

sociales que des stratégies de l'État pour discipliner les espaces urbains –, dont la vocation est de produire des territoires dédiés à la prostitution : des zones séparées afin de ne pas menacer les valeurs morales associées à la modernité urbaine. Ces endroits sont connus comme des « territoires marginaux » (Perlongher, 1991), des « quartiers du vice (vice districts) » ou des « régions morales » (Park et Burgess, 1984), dans lesquels sont regroupées celles qui sont désignées comme des « déviantes » (Goffman, 1980) qu'il conviendrait de séparer de la ville « normale ». Alain Corbin a montré comment cette catégorisation est associée à la création d'espaces ségrégués destinés à la prostitution. « La peur des confusions et l'anxiété suscitée par l'échec du cantonnement, se trouvent avivées par l'intense propagande qui tend à installer la prostituée au cœur du tragique de ce temps. Synthèse des fléaux sur lesquels se focalise l'anxiété biologique, la putain vénérienne, alcoolique, phthisique et dégénérée apparaît comme le symbole de toutes les menaces qui s'exercent sur le corps social [...]. La maison de tolérance correspondait à un moment de la pensée hygiéniste, dominée par la conviction qu'on pouvait éviter la contagion biologique et morale par la séparation » (Corbin, 2010, p. 482).

Le Jardim Itatinga a été créé en 1967 par l'administration municipale, avec l'objectif d'y concentrer toutes les activités liées à la prostitution et de l'isoler du reste de la ville, dans le cadre d'une initiative publique appelée de manière emblématique « *operação Limpeza* » (opération nettoyage). Cette initiative a été marquée par la répression et l'expulsion des prostituées qui travaillaient dans les rues, et par des accords avec les propriétaires des établissements auxquels elles étaient rattachées afin de les déplacer vers ce nouveau quartier. Le développement et l'urbanisation de la *zona* furent concomitants de la croissance exponentielle et de l'industrialisation massive de Campinas dans les années soixante. Dans une ville connue comme celle d'une élite conservatrice, la croissance urbaine et la révolution économique ont imposé une réorganisation des modes d'habiter et ont abouti à la relocalisation des prostituées. Autrement dit, la création du district relevait d'un confinement stratégiquement planifié. Les arguments en faveur de cette création reposaient sur une conception de la prostitution comme un « mal nécessaire » : ne pouvant pas l'éliminer, il convenait de la cacher⁴. Cette invisibilisation

4. Ces arguments reviennent dès qu'un modèle réglementariste se met en place, depuis le XIX^e siècle, dans de nombreux pays du monde, y compris la France et le Brésil. Une conception augustinienne de la prostitution en tant que mal nécessaire, justifiant l'activité prostitutionnelle afin de préserver l'ordre matrimonial. Les réglementaristes se réfèrent à la pensée de saint Augustin : « Supprime les prostituées, les passions bouleverseront le monde ; donne leur le rang de femmes honnêtes, l'infamie et le déshonneur flétriront l'univers » (*De ordine*, lib. II, cap. IV, 12 apud Corbin, 2008, p. 15).



recoupait par ailleurs un impératif organisationnel pour une ville nouvellement industrielle et bourgeoise s'opposant par le fait même à son passé d'ancienne ville provinciale et rurale⁵.

La mobilisation contre la présence des prostituées qui circulaient dans la ville a commencé à croître sensiblement à Campinas à partir des années soixante. Les médias ont défendu ce projet en argumentant que la prostitution créait une situation d'ambiguïté, les hommes risquant de confondre des « femmes honnêtes » avec des prostituées. La séparation devenait donc une nécessité. Jusque-là, la prostitution à Campinas était dispersée dans toute la ville : dans les maisons spécialisées, des cabarets, des discothèques, des hôtels ou des pensions, mais aussi dans les rues, au bord des routes, dans les restaurants, les bars, devant les maisons, les écoles, voire même devant des églises. L'activité était présente aussi dans les quartiers bourgeois, dans des bordels déguisés en résidence, qui étaient connus de tous, au point que les femmes et les jeunes filles traversaient la rue pour éviter de passer devant ces maisons. De nombreuses prostituées faisaient aussi le trottoir dans les diverses rues de la ville. Aucun endroit n'était spécifiquement destiné à la prostitution. Néanmoins, avant la création de la *zona*, la prostitution dans le centre-ville et dans le reste de la ville semblait beaucoup plus acceptée, tolérée et considérée par la population comme faisant partie de la normalité urbaine (Negrão, 2014, pp. 180-182).

Ainsi, en 1967, l'*operação Limpeza* a conduit à la fermeture de bars et de bordels du centre-ville, avec l'accord des propriétaires, dont le transfert des activités dans un

5. Cette historique a été réalisée à partir des références bibliographiques suivantes : Helene, 2008, 2010, 2014, 2015 ; Lapa, 2008 ; Mazzariol, 1977 ; Semeghini, 1991.

nouveau quartier avait été négocié. Quant aux travailleuses des rues, il n'a pas été tant question de négociation que de répression par la force et la brutalité policière. Après leur arrestation, ces femmes étaient « encouragées » à travailler dans le Jardim Itatinga. Les propriétaires d'établissements et d'hôtels qui refusaient de se déplacer vers le nouveau secteur, ou qui essayaient d'ouvrir de nouveaux établissements hors de la *zona* ont été poursuivis pour proxénétisme (Mazzariol, 1977, p. 27).

Il convient de noter que le travail sexuel individuel et indépendant n'est pas un crime selon la loi brésilienne. Toutefois, les actes de médiation et de facilitation ainsi que le profit tiré de la prostitution par un tiers constituent un crime, ce qui est le cas des établissements où se tiennent des activités liées à prostitution⁶. *In fine*, la possession d'un « bordel » est un crime. Mais dans le cas du Jardim Itatinga à Campinas, l'administration publique ferme les yeux sur ces activités, alors que dans d'autres lieux, elle pratique la répression. Comme dans un bon nombre d'autres pays, si l'administration publique estime que la prostitution n'a pas sa place, les forces policières adoptent différentes mesures pour inciter les prostituées à se déplacer ailleurs dans la ville, voire même à l'extérieur de la ville. Ce qui se passe à Campinas est donc très similaire à ce qui se déroule dans le « quartier rouge » de Wan Chai à Hong-Kong, où la prostitution est tolérée, alors que l'activité est combattue dans les autres parties de la ville. Comme le remarque Nicolas Paris, « à l'échelle de la ville, la répression sélective des formes de prostitution révèle des enjeux éloignés de considérations purement légales ou morales » (2014, p. 45). La sélectivité de l'application de la loi révèle ainsi les contradictions relatives à la politique en ce qui concerne la prostitution.

À Campinas, pendant la période de création de la *zona*, tandis que la police « nettoyait » les rues de la ville, l'administration publique consultait des agents immobiliers pour trouver un site inhabité à l'extérieur de la ville, isolé et éloigné des zones de résidence, pour y transférer les activités liées à la prostitution (Mazzariol, 1977, p. 22 ; Negrão, 2014, p. 183). Le choix s'est porté sur une zone au sud de la périphérie, loin des infrastructures urbaines. Mais rapidement, quelques années plus tard, l'urbanisation informelle et populaire a rejoint les abords de ce site. En d'autres mots, de quartiers pauvres, principalement composés de bidonvilles, de zones industrielles et de HLM entourent aujourd'hui le quartier de prostitution.

À sa création, il n'existait que des voies d'accès. Le quartier a conservé pendant de nombreuses années ses rues non pavées, sans électricité, sans approvisionnement en eau et sans assainissement. Selon les témoignages des prostituées, jusqu'au milieu des années quatre-vingt,



l'éclairage se faisait avec des lanternes et il n'y avait pas de raccordement aux égouts. Aujourd'hui encore, certaines rues ne sont pas pavées et le seul équipement réalisé par l'administration publique est un centre de santé : il n'y a ni école publique ni garderie pour les enfants à l'exception d'initiatives privées. De même, les quartiers et bidonvilles voisins de la *zona*, faiblement dotés en infrastructures, présentent les niveaux de revenus et les indices de qualité de vie les plus bas. La création du Jardim Itatinga doit donc être pensée plus largement dans la perspective de l'action de l'État et de la planification urbaine à Campinas.

Réprimer celles qui n'ont plus leur place/Résister en restant

La création du Jardim Itatinga a conduit à intensifier la persécution contre les derniers territoires flottants de la prostitution situés dans le centre urbain. Depuis lors et encore aujourd'hui, la répression des prostituées qui travaillaient hors de la *zona* se fait au motif qu'« elles devraient être au Jardim Itatinga ». Au-delà des descentes de police et des mesures administratives contre les lieux d'exercice (bars et hôtels), il existait aussi des persécutions et une stigmatisation de la part des concitoyens.

Quand on arrivait sur la place de la Cathédrale, la police épinglait les gens, et d'ailleurs ils prenaient notre argent là-bas. Oui, ils s'approprièrent notre argent. Ensuite, il faut signer le formulaire de crime de vagabondage et ils nous libéraient, mais sans nous rendre notre argent et le délit était enregistré dans le fichier de la police [...]. Quand on avait signé trois délits de vagabondage, ils nous emprisonnaient à Montemor [prison pour femmes] [...]. Les prostituées qui entraient là-bas, si elles restaient en vie, elles devenaient folles parce qu'elles étaient torturées là-bas. Et on ne pouvait rien faire de l'extérieur (entretien avec Sandra Cabelão, prostituée et membre de l'association Mulheres Guerreiras, 18 mars 2014).

Ces actions étaient renforcées par l'idée que la prostitution n'avait pas sa place dans le centre-ville. Malgré cela, beaucoup de prostituées refusèrent de le quitter et

6. Articles 227, 228, 229, 230 et 231 du code pénal brésilien, dans le décret-loi n° 2848, du 7 décembre 1940.



PHOTOS: DIANA HELENE



mirent en place des stratégies pour résister aux tentatives d'expulsion. Ainsi, selon Denise, coordinatrice générale de l'association Mulheres Guerreiras, les prostituées du centre-ville ont commencé à se réunir et à solliciter des soutiens.

Chaque fois que l'administration publique de la ville changeait, un processus de « nettoyage » commençait dans le centre-ville... Dans ce processus de restructuration du centre – ou de « revitalisation », le mot qu'ils utilisent énormément –, ils défendent l'idée qu'il faut expulser les sans-abri, les itinérants et d'autres habitants de la rue, ainsi que les travailleuses du sexe... [...] Donc, il y a toujours une confrontation avec soit la police municipale soit la police militaire, parfois aussi avec la police civile qui pratique discriminations, préjugés et violences envers les prostituées. C'est pour cette raison que les femmes étaient en émoi car il y avait des violations de leurs droits... (entretien avec Denise Martins, prostituée et membre de l'association Mulheres Guerreiras, 14 décembre 2012).

Peu après la dictature militaire, durant la phase de démocratisation, les prostituées du centre-ville ont commencé à se réunir et à chercher des alliés parmi les entités qui travaillaient déjà avec elles, comme la Pastorale de la femme marginalisée et les associations de prévention du sida. Leur action a débuté en 1997 par quelques réunions, avant de prendre progressivement de l'ampleur, sous forme de manifestations et d'événements publics, jusqu'à la fondation de l'association Mulheres Guerreiras en 2007, première organisation professionnelle des travailleuses du sexe à Campinas.

En circulant entre deux mondes

J'ai accédé au Jardim Itatinga la première fois en juin 2007, à l'occasion d'un événement organisé par l'association Mulheres Guerreiras pour célébrer la Journée

internationale des droits des travailleurSEs du sexe⁷. C'était un jour de semaine, en début d'après-midi, à une heure où beaucoup de véhicules de clients tournaient lentement à travers les rues de la *zona*. Les prostituées se distribuaient sur les trottoirs, sous les porches ou les portes des maisons. Beaucoup portaient des vêtements courts avec des tailles basses, des mini-jupes et des soutiens-gorge ; certaines laissaient apparaître leur lingerie, d'autres étaient en bikini. Les tissus étaient colorés et brillants. Parfois, elles exhibaient leur poitrine ou soulevaient leur jupe pour montrer leurs entre-jambes aux voitures à l'arrêt. Le port des talons hauts était la règle. Le stationnement des femmes contrastait avec le mouvement incessant des clients : ils conduisaient lentement à travers les rues, passant leur tête hors de l'habitacle des voitures, flirtant et interpellant les filles. J'ai ressenti, lors de cette visite inaugurale, une inadéquation, le sentiment confus de ne pas savoir comment (ré)agir face à cette dimension « autre » de l'urbanité. À première vue, le confinement spatial de la prostitution dans un lieu éloigné semblait tenir de l'exotisme au sens défini par Jean-François Staszak (2008) : « L'exotisme n'est pas le propre de certains lieux, personnes ou objets, mais celui d'un regard et d'un discours sur ceux-ci, ainsi exotisés. » Ma présence et celle de l'équipe de soutien de l'association, qui n'étions ni des prostituées ni des clients, nous conférait un statut de corps étranger, nous confinait au statut d'« autres ». Les clients également ne comprenaient pas notre présence : nous prenant d'abord pour des prostituées, puis, conscients de la

7. La Journée internationale pour les droits des travailleurSEs du sexe est célébrée tous les 2 juin, à la mémoire du mouvement des prostituées, qui a démarré en France en 1975, quand une centaine de prostituées ont occupé l'église Saint-Nizier, dans le centre-ville, pour protester contre « la répression dont elles étaient l'objet : amendes multiples dans la même soirée, peines d'emprisonnement pour récidive, rappels d'impôts » (Handman et Mossuz-Lavau, 2005, p. 139).

méprise, se cachant à l'intérieur des voitures. Tout à coup, un homme est venu vers nous et a crié : « Dégagez, vous foutez la pagaille ! » Notre présence était un désordre, une transgression des règles en vigueur. Si les prostituées sont des « étrangères » dans le reste de la ville, nous étions des « étrangères » dans la *zona* (Helene, 2008 ; 2014).

Durant ses presque cinquante ans d'existence, le Jardim Itatinga a généré une dynamique propre, créant un « monde à part ». Le long de ses rues et trottoirs, la prostitution est prédominante et ininterrompue... un flux constant qui rythme la vie diurne et nocturne de ce quartier qui se compose dans sa quasi-totalité d'établissements dédiés à la prostitution. À tout moment de la journée et de la nuit, quel que soit le jour de la semaine – dimanches et jours fériés compris – la *zona* est en activité.

Les visiteurs – à savoir, les clients – sont des hommes de tous âges et de toutes conditions sociales. Tandis que les prostituées attendent dans les rues, aux balcons, aux fenêtres ou à l'intérieur des boîtes de nuit, les clients parcourent le Jardim Itatinga, protégés à l'intérieur de leurs véhicules. Durant la journée, il est fréquent de croiser des véhicules d'entreprise ou des camions de clients qui viennent pendant leurs pauses ou leurs heures de travail. Durant la nuit, la quantité de voitures est si importante qu'elle peut générer des embouteillages dans les rues principales.

Certains éléments se démarquent dans le paysage de la *zona*, à commencer par les couleurs rouge et rose, les silhouettes de femmes peintes sur les murs, les chaises en plastique pour tromper l'attente sur les trottoirs et les balcons, les tables de billard et les *juke-boxes*. L'activité prostitutionnelle est si répandue que les exceptions sont signalées par des panneaux spécifiant les « résidences familiales ».



PHOTOS: DIANA HELENE

Migrer pour échapper à son destin

Malgré la grande hétérogénéité des profils, la majorité des femmes de la *zona* sont jeunes (moins de trente ans⁸). Plusieurs de ces femmes ont commencé à se prostituer dans le Jardim Itatinga, la plupart d'entre elles sont venues directement de leurs villes natales. En cela, le quartier est un lieu de référence. L'autorisation de « libre installation » de la prostitution dans le Jardim Itatinga est connue et attire un flux de travailleuses vers le quartier. Les éléments qui déterminent ce choix sont les facilités d'exercice de la prostitution et l'absence de persécution de la police (Mazzariol, 1977, p. 186). Compte tenu de ses caractéristiques, le Jardim Itatinga est très attractif : le quartier est une « zone de tolérance » dans une grande ville industrielle. En outre, il faut ajouter qu'aujourd'hui, Campinas est devenu le principal pôle d'attraction des migrants en général dans l'État de São Paulo après la capitale.

Plusieurs études⁹ indiquent que la migration des femmes a augmenté de façon exponentielle et a changé les modèles de migration, autrefois essentiellement masculins. Les migrations féminines constituent aussi une stratégie d'émancipation et d'*empowerment* car les raisons de ces migrations ne sont pas seulement économiques ; elles sont aussi une possibilité pour ces femmes de s'émanciper de leur milieu socioculturel, de leur famille et de l'espace domestique. Pour surmonter des obligations



8. Selon les données officielles du recensement (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística – IBGE) en 2010, parmi les femmes et jeunes filles qui déclarent être résidentes du quartier, 64 % ont moins de 34 ans.

9. Ahmad, 2012 ; Caibiria, 2004 ; Doezema, 1999 ; Jagori, 2012 ; Moujoud, Teixeira, 2005 ; et Tabet, 2004.

liées à leur sexe telles que les mariages forcés, l'obligation de se marier et d'avoir des enfants, le statut inférieur dans les relations conjugales, le cumul jusqu'à épuisement du travail domestique et des travaux agricoles, ainsi que l'absence de liberté. Dans ces conditions, la migration apparaît comme une issue (Moujoud et Teixeira, 2005, p. 384). Néanmoins, pour ces femmes pauvres qui migrent vers les grandes villes, le service sexuel se distingue comme une option parmi les emplois accessibles et rentables. Entre retourner à la misère, l'oppression patriarcale et le manque d'indépendance, elles font le choix de travailler comme prostituées malgré le lourd stigmate qu'implique la profession. La relation entre la migration et le travail du sexe est récurrente. Cette migration est complexe et résiste aux explications simplistes (Doezema, 1999). La reconnaissance de la complexité (voire des contradictions) des subjectivités, des positionnements et des revendications est cruciale (Kempadoo, 2012, p. XXII).

D'ailleurs, un autre facteur d'attraction intervient dans le Jardim Itatinga : malgré le fait que ce quartier n'a pas été planifié pour protéger l'identité des prostituées – mais au contraire pour séparer cette activité « déviante » mais « inévitable » –, on pourrait dire que la ségrégation urbaine du Jardim Itatinga a été réappropriée par les prostituées. *In fine*, l'isolement constitue une forme de rempart contre la stigmatisation. Séparées de la ville, soustraites aux regards et se soutenant les unes les autres, les prostituées ont la possibilité de cacher la réalité de leur travail à leurs proches. Autrement dit, la distance spatiale est une garantie de discrétion.

Généralement, le monde des prostituées est clivé en deux. Cette division est structurée par le stigmate de « putain » (Pheterson, 2001)¹⁰, qui construit les prostituées comme des « autres immoraux » (Hubbard, 1999, p. 4). Paola Tabet affirme que la prostitution signale un mode de vie, un statut, une catégorie de femmes totalement séparées et distinctes des autres femmes. Selon elle, notre société établit un clivage absolu entre « d'une part la putain, d'autre part la mère ou l'épouse, faisant de l'appartenance à l'une ou l'autre catégorie une affaire d'essence » (Tabet, 2004, p. 7). De la même façon, Gail Pheterson affirme : « Les femmes dites bonnes (épouses et autres femmes définies socialement par leur relation à un homme particulier) sont légitimées par le système patriarcal ; leur fonction consiste à servir de modèle de soumission. Les femmes dites mauvaises (putains et autres femmes présumées « faciles » ou à louer) sont stigmatisées ; leur fonction consiste à servir d'exemple de la punition qui attend toute femme qui sort du droit chemin. Les

femmes dites « perverses » (gouines et autres femmes abstenues de patriarcat) sont ignorées ; leur fonction consiste à démontrer qu'une femme qui rejette les hommes perd sa légitimité en tant que femme (sans obtenir pour autant la légitimité masculine, cela va de soi). Comme toutes les femmes courent le risque d'être contraintes, stigmatisées et/ou ignorées, il n'est donc pas étonnant que nous nous dérobions lorsqu'il s'agit d'assumer, ou simplement d'être associées à un marqueur supplémentaire d'assujettissement des femmes » (Pheterson, 2001, p. 178).

Quelques auteurs¹¹ affirment également que la distinction entre « sainte » et « salope » permet d'éviter la confusion entre la prostituée et la femme respectable. Ainsi, les femmes prostituées créent deux sphères différentes d'action sociale : l'une professionnelle, et l'autre extérieure à la prostitution. Selon Gabriela Leite, prostituée et fondatrice du mouvement organisé des prostituées au Brésil, la femme prostituée vit une « situation scindée » ou une « vie clivée » parce qu'elle est une prostituée tout en ayant honte de l'être, en raison de la stigmatisation¹².

Un bon exemple de cette double identité est le choix d'un nom d'emprunt pour le travail comme prostituée. Selon Goffman, ce changement de nom, enregistré ou non, est un marqueur de rupture important entre l'individu et son milieu (Goffman, 1980, p. 69). La signification symbolique de ce transfert d'identité est pertinente car accompagnée d'une métamorphose de leur identité corporelle. Elles adoptent une nouvelle façon de s'habiller, de se déplacer, de parler et d'agir : argots et modes diversifiés de conduite locale (Rago, 1991, p. 238). Virginie Despentès raconte ses débuts comme prostituée :

Ce processus m'a fascinée, au début. Moi qui métais toujours contre-foutue des trucs de filles, je me suis passionnée pour les talons aiguilles, la lingerie fine et les tailleurs. Je me souviens de ma propre perplexité, les premiers mois, quand je me voyais dans les vitrines. C'est vrai que ça n'était plus seulement moi, cette grande pute à jambes allongées par les talons hauts. La fille timide, épaisse, masculine, disparaissait en un clin d'œil. [...] Ça m'a plu, dans un premier temps, de devenir cette autre fille-là. Comme de faire un voyage. Sur place, mais dans une autre dimension (Despentès, 2006, p. 64).

Selon Mazzariol, dans les représentations communes des prostituées, la « famille » est associée à des comportements considérés comme contraires à la prostitution, ce qui génère des tensions du fait d'un clivage radical entre vie personnelle et vie professionnelle (Mazzariol, 1977, pp. 4-5). Selon Goffman, les déguisements ou les changements de comportement liés à chacun de ces « mondes » font partie d'une codification utilisée pour maintenir les individus à leur place (Goffman, 1980, p. 95). Pour Margareth Rago, la prostituée agit en fuyant la famille, l'ordre social, la discipline et le travail ordinaire, c'est-à-

10. Gail Pheterson a montré que le mot « pute » était spécifiquement un stigmate de genre féminin, par lequel toute femme risque d'être stigmatisée du fait de sa conduite, de son apparence physique, de son origine, de sa classe sociale ou de sa circulation dans certains endroits (Pheterson, 2001).

11. Mazzariol, 1977 ; Pheterson, 2001 ; Rago, 1991 ; Solé, 1993, p. 31.

12. Entretien avec Gabriela Leite, Rio de Janeiro, réalisé le 27 septembre 2012.

dire « en rejetant la sociabilité sédentaire du monde bourgeois », elle circule à la recherche « d'une mondanité nomade », dont le mode de fonctionnement diffère de celui de la « famille » (Rago, 1991, p. 237).

Selon Perlongher, dans les quartiers de prostitution, il se produit une déterritorialisation des codes de famille bourgeoise, ou de l'espace urbain central, suivie d'un mouvement de re-territorialisation de nouveaux codes : les codes du ghetto (Perlongher, 1991, p. 12). Ce sont des territoires de plaisir et de libertinage, où les pulsions qui ne peuvent pas être réalisées dans la société « normale » deviennent possibles. Il s'agit d'une zone géographique séparée de la ville et dédiée aux passions et aux activités réprimées par la morale dominante (Park, 1984 ; Rago, 1991). Protégées de la stigmatisation dont elles souffrent en d'autres lieux, les prostituées (et leurs clients) vivent et réaffirment dans la *zona* une autre urbanité, différente de celle de la « famille » et de « l'épouse ».

In fine, la migration et la ségrégation de certaines zones urbaines de prostitution contribuent à séparer « deux mondes » (Simões, 2010, pp. 88 et 147). Ce sont des éléments qui participent activement à une ré-territorialisation identitaire de ces femmes (Rago, 1991, p. 238 ; Hubbard et Sanders, 2003, p. 76). L'existence de la *zona* aide les femmes à se protéger du stigmate de putain, en particulier pour celles qui débute dans la profession.

Inversement, dans le centre-ville, les prostituées ont dû développer des stratégies afin de pouvoir continuer à travailler, tout en assumant un statut de déviantes. La plupart d'entre elles partent tôt de chez elles (en périphérie de Campinas) pour travailler, elles restent toute la journée sur leur lieu de travail et rentrent chez elles en fin de journée. Ces femmes qui travaillent de manière indépendante ont majoritairement plus de trente-cinq ans, nombre d'entre elles ont une soixantaine d'années et fournissent des services sexuels considérés comme bon marché aux travailleurs du centre-ville. Parmi elles, beaucoup ont travaillé au Jardim Itatinga quand elles étaient plus jeunes, généralement à leurs débuts.

Puisqu'elles travaillent en dehors de la zone de tolérance à la périphérie de la ville, elles ont créé des mécanismes de protection et de contrôle de l'espace. Afin de rester discrètes, elles n'utilisent pas de vêtements provocants ou voyants. L'adresse aux clients se fait par des signes discrets, comme le port d'une jupe et l'exposition des jambes, l'usage du maquillage et du parfum, et surtout l'attente à un point fixe. Cette discrétion et le maintien d'une apparence respectable sont des garanties de tolérance et d'acceptation du voisinage.

Selon Goffman le « stigmatisé » et le « normal » sont des catégories structurées l'une par rapport à l'autre qui forment bien souvent une situation indissociable d'interdépendance. Le normal et le stigmatisé ne sont pas des personnes mais des « points de vue » construits par la société et qui ne se révèlent pas forcément lors des interactions

mixtes durant lesquelles nous sommes conduits à jouer des rôles (Goffman, 1980, pp. 145-149). Ces catégories se répartissent selon les lieux. L'utilisation dichotomique de certains « rôles », corporalités et « performances » conduit au Jardim Itatinga à établir des démarcations « familiales ». Hors de la *zona*, les prostituées qui veulent travailler sans persécution et stigmatisation doivent utiliser des tactiques de mimétisme, et se protéger en s'organisant collectivement via leur association de défense de leurs droits.

Néanmoins, en s'adressant à toutes, l'association Mulheres Guerreiras réduit les frontières entre ces deux univers. En s'affirmant publiquement comme prostituées et en luttant pour se maintenir partout dans la ville, elles effectuent une « cohabitation des rôles » (Goffman, 1980, p. 21).

Ça va les filles ? Vous me connaissez comme Cida n'est-ce pas ? Mais mon vrai nom est Salette. [...] Au début, j'avais honte de rester sur la place. Quand une connaissance passait, je courais, je me cachais. Puis, j'ai commencé à penser, mais mon Dieu, je survivs grâce à ce travail, grâce à lui je paie mes factures, donc, pourquoi me cacher ? [...] Et, j'ai commencé à entrevoir avec l'Association que nous sommes des êtres de chair et de sang, on vit, on a une mémoire, on dort, on rêve et on a de la famille. Avant, les prostituées avaient des proxénètes mais aujourd'hui nous avons de la famille – des fils, des pères, des mères – qui survivent de notre travail, avec dignité. Voilà ma vision des choses (Salette, discours lors de la fondation de l'association Mulheres Guerreiras, le 19 septembre 2007).

Emmanuel Redoutey, qui a étudié les lieux de la prostitution de rue à Paris, a également noté que les tactiques et les usages de chaque « rôle » en fonction de l'emplacement où elles se trouvent dans la ville et des stratégies des pouvoirs publics pour contenir, réguler ou réprimer la prostitution dans certains lieux plus que dans d'autres. L'auteur affirme que les « trottoirs et territoires » de la prostitution sont construits par les « prostituées, clients, riverains et autres populations nocturnes de la rue », mais aussi par l'organisation « macrogéographique et ses évolutions » : ils sont donc « doublement construits par l'intervention des pouvoirs publics et les tactiques des prostitué(e)s pour faire face à la répression et à certaines formes de violence ». En outre, l'auteur affirme que « d'un lieu de prostitution à un autre, dans différentes villes ou différents pays, les personnes prostituées ont une conscience aiguë des avantages et des inconvénients attachés à chaque type de situation spatiale [...]. Le passage d'un lieu à un autre peut aussi correspondre aux étapes d'une carrière prostitutionnelle ou relever d'une stratégie migratoire plus élaborée » (Redoutey, 2005, pp. 40-41 et 53).

À partir de l'exemple de l'organisation de la prostitution à Campinas, on peut observer comment se structure une organisation genrée du territoire, où s'opèrent des démarcations fortes de l'identité féminine, divisant la ville entre « saintes » et « putains » et séparant l'espace urbain entre l'espace des « épouses » et de la famille et l'espace de la bohème et des prostituées.

Le Jardim Itatinga est structuré comme une destination, pour la migration, pour les jeunes et les femmes débutantes, à qui il offre une structure d'accueil, ainsi qu'une protection contre la stigmatisation. C'est un espace qui assure une séparation entre deux mondes tout en étant un lieu d'initiation, le lieu où « on apprend à être une prostituée ». La *zona* se constitue par contraste avec le centre-ville, où se retrouvent les femmes plus âgées et expérimentées, qui terminent leur carrière de façon indépendante. Pour faire face à la stigmatisation, elles n'ont d'autre choix que de s'organiser *via* l'association Mulheres Guerreiras afin de faire valoir leurs droits et négocier une place discrète dans l'espace urbain.

De la même manière, la prostitution à Campinas – de la création du Jardim Itatinga à la prostitution dans le centre-ville – se rapporte à ces classifications relatives aux

femmes et au stigmate de putain, aux politiques de l'État dans la construction d'un ordre moral patriarcal, ainsi que la répartition inégale des ressources et la ségrégation sociale des espaces dans la ville, aux mouvements migratoires, et aux mouvements de résistance et de contournement engagés par les prostituées à cause de la répression dont elles souffrent.

La *zona* se constitue dans un rapport de contraste avec le centre-ville. Sont deux espaces de la prostitution dans la ville de Campinas qui polarisent « rôles », corporités et performances pour les femmes prostituées, ainsi que des espaces et urbanités différenciés, articulés à la ségrégation urbaine de la prostitution, dans lequel l'association Mulheres Guerreiras brouille les frontières et progressivement dé-construit les préjugés violents dans le cadre du travail sexuel des femmes.

Références bibliographiques

- Ahmad N., (2012), « Trafficked Persons or Economic Migrants », in K. Kempadoo et al. (dir), *Trafficking and Prostitution reconsidered - New perspectives on Migration, Sex Work, and Human Rights*, Boulder-London, Paradigm, pp. 211-227.
- Cabiria, (2004), *Mujeres y migraciones en Europa - estrategias y empoderamiento*, Lyon, Le Dragon Lune, 2004.
- Corbin A. (2008 [1981], « Présentation », in A.-J.-B. Parent-Duchâtelet, *La prostitution à Paris au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, pp. 7-55.
- Corbin A., (2010 [1978]), *Les filles de noces. Misère sexuelle et prostitution aux XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Champs Histoire.
- Despentes V., (2012 [2006]), *King Kong Théorie*, Paris, Grasset.
- Doezema J., (1999), « Loose Women or Lost Women? The Re-emergence of the Myth of White Slavery in Contemporary Discourses of Trafficking in Women », *Gender Issues*, vol. 18, n° 1, pp. 23-50.
- Feldman S., (1989), *Segregações Espaciais Urbanas: a Territorialização da Prostituição Feminina em São Paulo*, mémoire de master en urbanisme, sous la direction de F. Magalhães Vilaça, São Paulo, FAU/USP.
- Goffman E., (1980 [1963]), *Estigma - notas sobre a manipulação da identidade deteriorada*, Rio de Janeiro, Zahar Editores.
- Helene D., (2008), « Corpo e Cidade: uma pequena etnografia da Prostituição em Campinas », *Os Urbanitas (São Paulo)*, v. 5.
- Helene D., (2010), « Prostituição e segregação espacial: A relação entre a criação do bairro Jardim Itatinga e a prostituição no centro da cidade de Campinas », in *Estado e Lutas Sociais*, Curitiba, Kairós, pp. 215-231.
- Helene D., (2014), « A invenção do Jardim Itatinga: a segregação urbana da prostituição », in S. Simão, H. Silva, A. Moraes (orgs.), *Prostituição e outras formas de amor*, Niterói, Editora da UFF, pp. 29-56.
- Helene D., (2015), « Preta, pobre e puta »: a segregação urbana da prostituição em Campinas – Jardim Itatinga, thèse de doctorat en planification urbaine et régionale, Université fédérale de Rio de Janeiro, Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional, Rio de Janeiro.
- Handman M.-É., Mossuz-Lavau J. (dir.), (2005), *La prostitution à Paris*, Paris, Éditions de la Martinère.
- Hubbard P., Sanders T., (2003), « Making space for sex work: female street prostitution and the production of urban space », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 1, pp. 75-89.
- Hubbard P., (1999), *Sex and the city: geographies of prostitution in the urban west*, Aldershot, Ashgate.
- Jagori, (2012), « Migration, Trafficking, and Sites of Work – Rights and Vulnerabilities », in K. Kempadoo et al. (dir), *Trafficking and Prostitution reconsidered - New perspectives on Migration, Sex Work, and Human Rights*, Boulder/London, Paradigm, pp. 159-173.
- Kempadoo K., (2012), « Introduction: Abolitionism, Criminal Justice, and Transnational Feminism », in K. Kempadoo et al. (dir), *Trafficking and Prostitution reconsidered - New perspectives on Migration, Sex Work, and Human Rights*, Boulder/London, Paradigm, pp. 159-173.
- Lapa J.R.A., (2008), *Cidade: os cantos e os antros*, São Paulo, EDUSP.
- Leite J., (1993), *A República do Mangue: Controle Policial e Prostituição no Rio de Janeiro (1954-1974)*, mémoire de master en histoire, sous la direction de R. Soihet, Rio de Janeiro, UFF.
- Mazzariol R.M., (1977), *Mal necessário: Ensaio sobre o confinamento da prostituição na cidade de Campinas*, mémoire de master en anthropologie, sous la direction de P. Fry, Campinas, Unicamp.
- Moujoud N., Teixeira M., (2005), « Migration et trafic de femmes », in M.-É. Handman, J. Mossuz-Lavau (dir.), *La prostitution à Paris*, Paris, Éditions de la Martinère, pp. 377-398.
- Negrão A.M.M., (2013), *Pernas cruzadas, meias rendadas: desvendando histórias de Campinas (1930-1970)*, Campinas, Unicamp/CMU.

Références bibliographiques

Paris N., (2011), « Comme à l'époque de Suzie Wong: Les mutations du *red-light district* de Wan Chai », *Genre, sexualité & société*, 5, [en ligne] <http://gss.revues.org/1878>

Park R., Burgess E., (1984 [1925]), *The City*, Chicago, The University of Chicago Press.

Perlongher N., (1991), *Primeira versão - Territórios marginaux*, n° 27, Campinas, IFCH/Unicamp.

Pheterson G., (2001), *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan.

Rago M., (1991), *Os prazeres da noite: Prostituição e Códigos da Sexualidade Feminina em São Paulo*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

Redoutey E., (2005), « Trottoirs et territoires, les lieux de prostitution à Paris », in M.-É. Handman, J. Mossuz-Lavau (dir.), *La prostitution à Paris*, Paris, Éditions de la Martinère, pp. 39-89.

Sabsay L., (2011), *Fronteras Sexuales - Espacio Urbano, cuerpos y ciudadanía*, Buenos Aires, Paidós.

Semeghini U.C., (1991), *Do café à indústria: uma cidade e seu tempo*, Campinas, Editora da Unicamp.

Simões S., (2010), *Vila Mimosa: etnografia da cidade cenográfica da prostituição carioca*, Niterói, EdUFF.

Staszak J.-F., (2008), « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le globe*, 148.

Tabet P., (2004), *La grande arnaque : sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan.

Biographie

DIANA HELENE RAMOS est professeure à l'université Unigranrio (Rio de Janeiro-Brésil) et postdoctorante au département de géographie à l'Uqam (Canada). Elle est diplômée d'un doctorat en études urbaines et régionales de l'Ipur de l'université fédérale de Rio de Janeiro, et d'une maîtrise en planification urbaine et régionale de l'université de São Paulo. En décembre 2016, elle a reçu le prix de la meilleure thèse de doctorat en études urbaines et régionales du Brésil (Helene, 2015).

diana.helene@ufrj.br